



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de l'Emploi,
du Travail, des Solidarités et de la
Protection des Populations**

Service Santé Protection Animales et environnement
3 rue Jehan Pinard
BP 19
89000 Auxerre

Auxerre, le 17/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/01/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ATEMAX FRANCE

MONTMORET
10150 Luyères

Références : CLB/ID N° 24 000 007
Code AIOT : 0058900024

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2024 dans l'établissement ATEMAX FRANCE implanté 2 route de Chablis 89000 Auxerre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ATEMAX FRANCE
- 2 route de Chablis 89000 Auxerre
- Code AIOT : 0058900024
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est un site de transit et transbordement de bennes chargées d'un petit porteur sur un ensemble camion-remorque, pour le transfert vers le site de Luyères (Montmoret).

Elle est régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 29 novembre 2000 pour un stockage temporaire de sous-produits à destination d'un équarrissage.

Le site a sensiblement évolué et seul le transfert de bennes sur de nouvelles remorques y est réalisé pour aller dans l'Aube : aucun dépotage n'est fait sur place

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative de l'installation	Code de l'environnement du 01/09/2021, article R511-9, L512-1 & L512-7	Prescriptions complémentaires	3 mois
3	Dispositions générales.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 4	Demande d'action corrective	30 jours
7	Relevé des prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 29/11/2000, article 3.2	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 29/11/2000, article 4.1	Demande d'action corrective	3 mois
12	Stockages.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 14	Demande d'action corrective	
13	Sous-produits et déchets.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 29	Demande d'action corrective	
19	sécurité	Arrêté Préfectoral du 29/11/2000, article 13	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Dispositions générales.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 3	Sans objet
4	Dispositions générales.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 5	Sans objet
5	Dispositions générales.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 6	Sans objet
6	Dispositions générales.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 8	Sans objet
8	c - Accessibilité.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 9	Sans objet
10	Réception des sous-produits d'origine animale.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 11	Sans objet
11	Stockages.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 13	Sans objet
14	Lutte contre les nuisibles	Arrêté Préfectoral du 29/11/2000, article 2.9	Sans objet
15	COLLECTE DES EFFLUENT	Arrêté Préfectoral du 29/11/2000, article 5	Sans objet
16	Cuvettes de rétention	Arrêté Préfectoral du 29/11/2000, article 4.3	Sans objet
17	TRAITEMENT DES EFFLUENTS	Arrêté Préfectoral du 29/11/2000, article 6	Sans objet
18	Traitement des eaux usées	Arrêté Préfectoral du 29/11/2000, article 7.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La rubrique de la nomenclature est modifiée, par suite, les données de connaissance du site sont erronées

Les clôtures sont détériorées.

Le suivi administratif et le dossier ne sont pas disponibles sur site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative de l'installation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/09/2021, article R511-9, L512-1 & L512-7
Thème(s) : Situation administrative, Classement et régime ICPE applicables
Prescription contrôlée : R511-9 : La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. L512-1 : Sont soumises à autorisation les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.L'autorisation, dénommée autorisation environnementale, est délivrée dans les conditions prévues au chapitre unique du titre VIII du livre Ier. L512-7 : I. – Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées.
Constats : La nomenclature a évolué en 2023, et prévoit une rubrique pour les sites de simple transit de sous-produits animaux tels que le site d'Auxerre Le site serait désormais soumis à enregistrement, si l'exploitant le demande
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Dispositions générales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, implantation
Prescription contrôlée : L'installation doit être implantée : - à au moins 200 mètres des habitations occupées par des tiers ou des locaux habituellement occupés par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme) ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ;
Constats : distance inférieure vis-à-vis de la première maison, mais antériorité et décès du riverain le plus proche
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositions générales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, clôture
Prescription contrôlée : Le site doit être clos par un matériel résistant sur une hauteur minimale de 2 mètres interdisant toute entrée non autorisée à l'intérieur du site. Toutes les opérations ayant lieu au sein de l'installation doivent être soustraites à la vue du public ; des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.
Constats : Hauteur de clôture insuffisante Clôture détériorée à l'arrière du site, ne permettant pas l'interdiction d'entrée, même si le site est peu accessible de ce côté Site sous vidéosurveillance
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : restaurer l'étanchéité des clôtures à l'arrière du site
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Dispositions générales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, signalisation
Prescription contrôlée : Un panneau de signalisation et d'information en matériaux résistants est placé à proximité immédiate de l'entrée principale. Il porte en caractères lisibles et indélébiles les mentions suivantes : désignation de l'installation Dépôt de sous-produits d'origine animale (ou intitulé exact des sous-produits entreposés) soumise à autorisation au titre de l'article L. 512-2 du code de l'environnement Autorisation préfectorale n° ... du (date) raison sociale, adresse ACCES INTERDIT SANS AUTORISATION
Constats : panneau en place à l'intérieur du site, un peu en retrait de l'entrée principale
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dispositions générales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, circulation
Prescription contrôlée : L'organisation de la circulation des véhicules à l'intérieur du site doit être conçue pour qu'aucun véhicule souillé ne quitte le site sans avoir reçu un lavage approprié.
Constats : Les châssis des camions sont systématiquement lavés avant de repartir. Les bennes et contenant des sous-produits sont transférés sur d'autres porteurs, et sont nettoyées/désinfectées à Montmoret, lieu de destination finale

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 6 : Dispositions générales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, collecte des effluents
Prescription contrôlée : Le sol des voies de circulation et de garage autres que les voies liées au parking des véhicules après lavage et désinfection doit être étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles.
Constats : Les eaux issues des surfaces imperméabilisées sont toutes collectées vers une rétention qui peut être isolée manuellement du réseau public en cas de déversement accidentel
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Relevé des prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2000, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, consommation d'eau
Prescription contrôlée : L'installation d'eau doit être munie d'un dispositif de mesure totalisateur. Le relevé des volumes prélevés doit être effectué hebdomadairement. Ces informations doivent être inscrites dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : relevé hebdomadaire mis en place en 2024. Consommation mensuelle d'environ 10 m ³ Registre non disponible sur le site
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : transmettre le registre des consommations, et en prévoir la disponibilité sur site
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : c - Accessibilité.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, accessibilité
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.
Constats : Portail ouvert toute la journée en période d'activité, pour faciliter la circulation des camions de service
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2000, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, plan des installations
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après modification notable, et datés. Ils seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Plan non disponible, non réalisé?
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : transmettre le plan, après réalisation le cas échéant, au service d'inspection
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Réception des sous-produits d'origine animale.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, odeurs
Prescription contrôlée : Les installations de réception et de stockage des " sous-produits d'origine animale " doivent être sous bâtiment fermé pour limiter les dégagements d'odeurs à proximité de l'établissement, notamment par l'installation de portes d'accès escamotables automatiquement. Les opérations de dépotage ne s'effectuent pas à l'air libre.
Constats : sans objet : pas de dépotage, simple transfert de bennes
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Stockages.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, stockage durée
Prescription contrôlée : Le délai de stockage ne doit pas dépasser 24 heures avant départ du site.
Constats : absence de stockage sur site : en cas d'indisponibilité du porteur qui devrait emporter les bennes vers le site de Montmoret, un autre camion ou tracteur serait dépêché.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Stockages.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, nettoyage
Prescription contrôlée : Tous les locaux de stockage des matières premières doivent être maintenus dans un bon état de propreté et font l'objet d'un nettoyage au moins deux fois par semaine. L'installation doit disposer d'équipements adéquats pour nettoyer et désinfecter les récipients ou conteneurs dans lesquels les sous-produits animaux sont réceptionnés, ainsi que les véhicules dans lesquels ils sont transportés. Les récipients, conteneurs et véhicules utilisés pour le transport des sous-produits animaux doivent être nettoyés et lavés après chaque usage et désinfectés régulièrement et au minimum une fois par semaine (intérieur et extérieur). Les roues des véhicules de transport doivent en particulier être désinfectées après chaque utilisation. La collecte et le stockage des sous-produits d'origine animale doivent être effectués dans des bennes ou conteneurs étanches aux liquides et fermés le temps du transport.
Constats : Pas de stockage de matières premières. Les récipients ne sont pas lavés sur ce site mais à Montmoret une fois vidés Les roues de camions ne sont pas désinfectées, mais seulement lavées à l'eau
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : prévoir la désinfection des roues des camions faisant les tournées en élevage : règle élémentaire de biosécurité
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 13 : Sous-produits et déchets.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 29
Thème(s) : Risques chroniques, transport
Prescription contrôlée : Le transport des déchets animaux et des sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine doit être conforme à la réglementation sanitaire en vigueur. Avant tout départ, les véhicules ayant circulé sur une zone souillée doivent faire l'objet d'un nettoyage adapté.
Constats : cf. point n°12
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 14 : Lutte contre les nuisibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2000, article 2.9
Thème(s) : Risques chroniques, Lutte contre les nuisibles
Prescription contrôlée : Toutes dispositions sont prises pour lutter contre les animaux indésirables tels qu'insectes, rongeurs, ... susceptibles d'être des vecteurs d'agents pathogènes. Un plan de lutte est établi à cet effet.
Constats : contrat avec une société extérieure (SAPIAN) : passage mensuel, enregistrement des actions en ligne
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : transmettre le registre d'intervention de la société SAPIAN sur l'année 2023 Le rendre disponible sur site
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : COLLECTE DES EFFLUENTS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2000, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, collecte des effluents
Prescription contrôlée : - Tous les effluents aqueux doivent être canalisés. Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales non polluées (et les autres eaux non polluées s'il y en a) et les diverses catégories d'eaux polluées. -L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées, y compris celles utilisées pour l'extinction, doivent être recueillies dans un bassin de confinement. Son volume doit être suffisant pour recevoir toutes les eaux d'un sinistre.
Constats : Bassin de rétention suffisamment dimensionné, collecte l'ensemble des eaux pluviales du site
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2000, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, rétention
Prescription contrôlée : - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. - Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 800 litres (ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres). - Les capacités de rétention doivent être étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

Constats : conforme, bassin suffisamment dimensionné, bâches remplacées en juin 2026 (étanchéité OK)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : TRAITEMENT DES EFFLUENTS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2000, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, traitement des effluents
Prescription contrôlée : Aucun effluent n'est traité sur le site
Constats : Aucun effluent n'est émis sur le site, que l'eau de lavage des châssis et des roues des camions
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Traitement des eaux usées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2000, article 7.4
Thème(s) : Risques chroniques, traitement des effluents
Prescription contrôlée : Toutes ces eaux sont collectées dans des fosses. Elles sont ensuite chargées en véhicules étanches et traitées par le secteur haut risque. Elles sont acheminées aux Etablissements BOUVARD à ETREUX (02) pour y subir le traitement thermique exigé pour le secteur haut risque.
Constats : sans objet : aucun dépotage ni nettoyage de bennes par conséquent, donc pas d'effluents à collecter et à traiter en installation spécialisée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : la déclaration du changement de mode de fonctionnement doit préciser ce point dans le cadre de la mise à jour du dossier et du positionnement au regard de la nomenclature des ICPE
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2000, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, consignes
Prescription contrôlée : consignes d'exploitation procédures de contrôle / rapport annuel : l'exploitant prend toutes dispositions en vue de maintenir le niveau de sécurité, notamment au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse. Elles sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées et feront l'objet d'un rapport annuel. Les documents relatifs aux contrôles et à l'entretien liés à la sûreté de l'installation sont archivés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une année.

Constats :

les procédures d'entretien et maintenance existent, mais les rapports des contrôles réalisés par des sociétés extérieures sont classées sur un autre site et ne sont pas disponibles.

Le nettoyeur sous pression n'a pas été contrôlé : une société a été sollicitée mais n'est pas encore intervenue

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

présenter les rapports de contrôle (installations électriques, moyens de lutte incendie)

faire procéder à la maintenance et à l'entretien du nettoyeur haute pression

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

Annexe confidentielle

Non communicable au public

Informations consultables selon des modalités adaptées et contrôlées

Nature du caractère confidentiel :

- ☐ Information sensible ⁽¹⁾
- ☐ Secret industriel
- ☐ Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. note ministérielle du 20 février 2018 et instruction du gouvernement du 06 novembre 2017). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2000, article 4.1

Information confidentielle :

non conformité déjà relevée lors d'un audit qualité de la société mère Akiolis

C'est aussi une non conformité aux conditions à respecter dans le cadre de l'agrément sanitaire au titre du règlement 1069/2009